



# Observatoire des Énergies d'Entreprises

Baromètre  
Vague d'avril 2010



## Contexte de la 3<sup>ème</sup> livraison du baromètre





## Contexte de la 3<sup>ème</sup> livraison du baromètre

- **Une montée du scepticisme ambiant, préalablement souligné au sein de l'Observatoire**
  - **Au niveau international, l'après Copenhague, vécu comme un échec, sauf pour les pays émergents**
    - On assiste à une redistribution des cartes au niveau mondial avec l'accord d'aide des pays du Nord vers le Sud; les pays émergents deviennent le nouveau centre de gravité économique (98% de l'accroissement de la demande en énergie proviendra des pays non OCDE dans les années à venir) et cet accord implique la mise en place d'instruments économiques efficaces gérés par des institutions ad hoc (FMI, Banque Mondiale plutôt qu'ONU).
  - **Au niveau national, cet échec se trouve amplifié par:**
    - Les discours de remise en cause du réchauffement climatique (succès de *Ma vérité sur le planète* de Claude Allègre)
    - Les inquiétudes des mouvements écologistes face à la remise en cause potentielle du Grenelle de l'Environnement (« mort du Grenelle ») en lien avec les déclarations début mars, de Nicolas Sarkozy lors du salon de l'agriculture (les questions d'environnement « ça commence à bien faire ») et l'enterrement de la taxe carbone. Au-delà de la taxe elle-même, la crainte d'un détricotage des projets environnementaux monte, alors qu'il reste encore une loi Grenelle 2 à examiner à l'Assemblée.



- Une tendance forte en toile de fond qui s'inscrit dans la dialectique classique scepticisme-preuve : **la mesure**. Elle témoigne de l'entrée dans une phase plus concrète du DD, « une traduction dans les faits » qui engendre une logique de recherche d'efficacité et de justification des investissements.

Cette dynamique est renforcée par le fait que le pilier **économique** devient prégnant pour les industriels dans le contexte de crise actuel et par la culture de la **preuve** qui tend de plus en plus à s'installer, compte tenu du scepticisme ambiant.

- Cette tendance à la mesure passe surtout par une phase de mise à plat, une photographie de l'existant permettant de diagnostiquer, par exemple, la consommation d'énergie. On note d'ailleurs dans le discours de nos experts comme une « explosion » du recours aux diagnostics et audits (phase amont de la mesure).
- Avec pour corollaire:
  - Une montée en puissance de certains acteurs (une professionnalisation des bureaux d'études, une demande croissante de dissociation juges et partis - demande de contrôles, apparition de nouveaux acteurs, ex : DSI, détenteurs des données exploitables, qui s'intègrent dans la démarche)



- **Une recherche de l'indicateur juste et des outils performants**

- Une remise en question des indicateurs choisis dans la cadre de la RT2012 et une attente de prise en compte plus **réaliste** et plus **globale** des consommations dans le calcul réglementaire de performance énergétique des bâtiments;

« C'est un ratio de la consommation électrique sur la surface du bâtiment. Le bâtiment date de 76, il a été reconditionné en totalité en 2005 avec des techniques très traditionnelles c'est-à-dire avec beaucoup de polystyrène, de Placo plâtre, etc. Il y a 600 m<sup>2</sup> de bureaux et 3 000 m<sup>2</sup> d'espace de production. EDF a retenu une surface globale de 3 600 m<sup>2</sup> pour faire son calcul. Pensez-vous vraiment qu'on chauffe un espace de production ? Donc, le résultat est erroné. Les tests démontrent que le bâtiment est daté B ce qui en fait un bâtiment soi-disant excellent et **ce n'est pas du tout représentatif de la réalité**. Si on applique des **règles uniques** à des locaux qui n'ont pas la même destination, ça va créer là aussi des problèmes et je pense qu'il y aura aussi des tricheries et des abus de la part des constructeurs, etc. »

« Les avancées, à mon sens, ne sont pas suffisantes ; on est encore dans un contexte qui est trop conventionnel dans le calcul proposé par la RT 2012 d'une façon générale. On ne prend pas suffisamment en compte le **fonctionnement réel des bâtiments**. On va avoir des **décalages** et des surprises. Si je prends par exemple le cas de bâtiments qui sont annoncés BBC, il n'est pas rare d'avoir de gros écarts de consommation quand les occupants intègrent les bâtiments. Je dis ça parce que **le calcul réglementaire ne prend pas en compte toutes les consommations du bâtiment**. Je pense qu'il y a des questions à se poser et il faudrait certainement intégrer ça. »



## Toiles de fond : la mesure

« Label BBC c'est en fait pour faire une référence par rapport à la RT 2005, ça veut dire que la RT 2012 dit c'est la RT 2005 moins 50 %, pour du neuf. C'est l'objectif, c'est pratiquement diviser les consommations de base qui étaient dans la RT 2005 pour la RT 2012. Justement du fait de tous ces apports, de tous ces éléments qui interviennent, notamment dans les bureaux, dans les calculs, on fait abstraction de toutes les consommations qui sont hors chauffage/climatisation, les ascenseurs, tous les automatismes qui sont dans les immeubles de bureaux ne sont pas du tout évoqués dans les réglementations aujourd'hui. Je crois qu'une des pistes c'était de dire **qu'il vaudrait mieux avoir une valeur un peu plus forte et intégrer l'ensemble des consommations.** »

« Le produit « bureaux »... la difficulté c'est que tout ce qui concerne la climatisation, où là on est beaucoup moins sur le thermique mais on est beaucoup plus sur les apports... Apports internes, par tout le matériel qui peut se trouver dans les locaux de bureaux, comme les apports externes, mais pas par des déperditions mais plutôt par des expositions et des ensoleillements. Donc **on n'arrive pas à faire, à partir des degrés/jour, un calcul qui nous permette de dire : cet immeuble là, dans sa configuration, il aurait dû consommer tant d'énergie pour la climatisation. On a consommé plus, on a consommé moins.** »



## Toiles de fond : la mesure

- L'affichage de résultats comme levier suscitant des **changements des comportements** – prochain enjeu phare identifié (mesurer pour piloter, phase aval de la mesure). À noter à cet égard le titre du dernier Salon pro développement durable qui se tenait au CNIT à la mi-mars : « des contraintes réglementaires aux changements de comportements »

*« On est en train de travailler sur un bâtiment : on l'équipe d'un peu plus de **100 points de mesure avec un objectif de communication vers les occupants** où on va, sur chacun des plateaux, mesurer la partie éclairage, la partie chauffage, la partie ventilation de façon à pouvoir donner une information aux occupants, comparer les différents plateaux entre eux et commencer à sensibiliser les gens sur le fait qu'eux-mêmes sont des acteurs importants dans l'économie de l'énergie. Il y a énormément de consultations qui sont en train de sortir autour de ça avec un vrai intérêt du secteur du bâtiment autour de ces solutions-là. »*